



Je comprends l'interdiction de fumer dans les lieux publics, mais en quoi ça va aider les fumeurs d'augmenter les prix ?

Rubrique : questions-réponses - Date : mardi 9 novembre 2010

Bonjour,

Je comprends l'interdiction de fumer dans les lieux publics, mais en quoi ça va aider les fumeurs d'augmenter les prix ?

Expliquez-moi, merci

Réponse :

Le problème du tabagisme ne se résume pas au tabagisme passif. Il s'agit, en effet, d'un fléau de santé publique qui, à lui seul, tue plus de monde que la route, le SIDA et l'amiante réunis. Augmenter le prix des cigarettes n'apporte certes pas une aide à l'arrêt pour tous les fumeurs. Par contre, la diminution des prix, comme elle a été pratiquée en milieu d'année par un fabricant, représente une incitation à consommer du tabac, voire à en consommer pour la première fois.

L'expérience, l'OMS et la Banque mondiale, de manière unanime, considèrent qu'une augmentation de plus de 10% entraîne l'arrêt du tabagisme chez 3 à 4% des fumeurs. Alors, plutôt que d'accepter des augmentations annuelles de 6% à l'initiative des multinationales richissimes et dont on sait qu'elles ne produisent aucun effet sur la consommation, le ministère du budget serait mieux avisé s'il pratiquait une augmentation de 10% tous les deux ans en veillant, grâce aux taxes, à ce que cette augmentation ne profite pas aux fabricants de tabac.

L'augmentation de ce jour va rapporter 660 millions au budget de l'État, 94 millions aux fabricants de cigarettes et 68 millions aux buralistes. Elle pénalisera également les fumeurs les plus démunis sans pour autant les convaincre d'arrêter. Et le coût social du tabagisme ne diminuera pas d'un centime.

Faire passer le droit de consommation de 64% à 65.1% aurait entraîné une recette supplémentaire de 1,244 milliards pour le budget de l'État et de 135 millions pour les buralistes, mais les fabricants auraient été contraints de faire passer le prix du paquet de cigarettes de 5.60 EUR à 6.20 EUR pour simplement maintenir leur marge actuelle. 3 à 4% de la population fumeuse se serait arrêté de fumer, ce qui aurait donc entraîné, à moyen terme, une diminution du coût social du tabagisme comprise entre 1.200 et 1.800 milliards.